



MALI
RÉPONSE RAPIDE
DÉPLACEMENT
2023

23-RR-MLI-59078

Alain Noudehou

Coordinateur Résident / Humanitaire

PARTIE I – APERÇU DE L'ALLOCATION

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION :

Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.

12 avril 2024

La RRA de cette allocation s'est tenue le 12 avril 2024 au bureau d'OCHA Mali. Les points focaux techniques des agences récipiendaires et les clusters sécurité alimentaire et nutrition ont été invités à la réunion. Une dizaine de personnes ont participé à la réunion, y compris trois représentants d'UNICEF, trois représentants du PAM, deux représentants de la FAO ainsi que les coordonnateurs des clusters sécurité alimentaire et nutrition. Au cours de cette réunion, OCHA a rappelé le contexte de cette allocation ainsi que la procédure de rapportage final. Par la suite, chaque agence récipiendaire a pu dresser le bilan de ses activités en soulignant l'impact stratégique, les contraintes, la coordination, la redevabilité et les leçons apprises.

Merci de confirmer que le rapport final a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.

Oui Non

Merci de confirmer que le rapport final été partagé pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes).

Oui Non

1. PRIORISATION STRATÉGIQUE

Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire :

Cette allocation de réponse rapide a permis d'éviter une situation de famine dans le nord Mali pendant la période de soudure de l'année 2023. Pour ce faire, la FAO, UNICEF et le PAM, en collaboration étroite avec leurs partenaires locaux, ont apporté une assistance alimentaire et un appui nutritionnel vital à 530 260 personnes (73% de femmes et filles) vulnérables des communautés hôtes et déplacées des régions prioritaires de Ménaka, Gao et Mopti.

Le projet d'UNICEF a permis d'apporter un paquet intégré d'activités en eau, hygiène et assainissement (EHA) et nutrition au bénéfice de 320 965 personnes. L'accès limité à l'eau potable et à des conditions d'hygiène décentes étant l'une des causes principales de la malnutrition dans les zones ciblées, UNICEF a également distribué près de 3 500 kits 'Wash in Nut', fourni neuf ouvrages hydrauliques à trois centres de santé et 60 latrines d'urgence au niveau des formations sanitaires et sites de déplacés. Le PAM a délivré une assistance alimentaire à 52 663 personnes (49% hommes et 51% de femmes) à travers des transferts monétaires d'un montant global de plus de \$ 1.4 million. Dans le cadre de leur programme de traitement et prévention de la MAM, 37 800 enfants de moins de 5 ans et 264 622 femmes ont reçu un appui nutritionnel et des services complémentaires. Dans le cadre de l'intervention de la FAO, 2 000 ménages ont reçu des transferts monétaires, des kits de production agricole et avicole ainsi que des kits pastoraux pour le bétail qui leur ont permis de couvrir leurs besoins de base tout en maintenant leurs moyens de subsistance.

Dans une perspective d'appropriation locale des interventions, les agences et leurs partenaires ont également assuré la formation de plus d'une centaine de prestataires de santé à la prise en charge intégrée de la malnutrition, la dotation des structures sanitaires en intrants nutritionnels et la sensibilisation de plus de 300 000 personnes aux bonnes pratiques en matière de nutrition.

Valeur ajoutée du financement CERF :

Cette allocation de réponse rapide a permis de renforcer la réponse humanitaire aux niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnels sans précédents enregistrés dans les régions du nord Mali en mars 2023. Le paquet d'assistance alimentaire, nutritionnelle et en EHA fourni par la FAO, UNICEF et le PAM a couvert les besoins urgents de 530 260 personnes (73% de femmes et filles) prévenant ainsi une situation de famine pendant la période de soudure. Par la suite, les résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2023 n'ont enregistré aucune population en IPC 5 contrairement aux données de mars 2023. De plus, les résultats des évaluations du PAM de décembre 2023 ont également montré une amélioration de la diversité alimentaire chez les femmes (34% en 2023 comparé à 23% en 2022) et du régime alimentaire minimal des enfants (passé à 10% en 2023 comparé à 6% en 2022).

L'appropriation locale des interventions constitue également une valeur ajoutée de ce financement dans la mesure où les services techniques de l'Etat et les ONG nationales ont reçu 20% du montant total de cette allocation. En ce sens, les agences et leurs partenaires ont également assuré la formation de plus d'une centaine de prestataires de santé à la prise en charge intégrée de la malnutrition, la dotation des structures sanitaires en intrants nutritionnels et la sensibilisation de plus de 300 000 personnes aux bonnes pratiques nutritionnelles.

Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

Oui

En partie

Non

Malgré la volatilité de la situation sécuritaire et les contraintes d'accès à certaines des zones ciblées, l'ensemble des agences bénéficiaires parvenu à délivrer l'assistance aux populations affectées rapidement. Ceci a été rendu possible grâce à une présence opérationnelle existante dans les zones d'intervention et à une collaboration étroite avec les partenaires locaux (ONGN et services techniques étatiques) et les communautés affectées, notamment dans le cadre des processus de ciblage.

Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

Oui

En partie

Non

En mars 2023, les résultats du Cadre Harmonisé (CH) indiquaient plus d'1,1 million de personnes en phase de crise alimentaire (IPC 3), près de 51 500 personnes en phase d'urgence (IPC 4) et plus de 2500 personnes en phase catastrophe (IPC 5), une première depuis les premiers exercices du CH en 2013. Les régions de Ménaka, Gao et Mopti qui accueillent 150 000 déplacés étaient les plus affectées. Cette allocation CERF a donc permis d'apporter un paquet d'assistance couvrant les besoins immédiats des personnes les plus vulnérables et permettant ainsi d'éviter une situation de famine dans les zones ciblées pendant la période de soudure. Par la suite, les résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2023 n'ont enregistré aucune population en IPC 5, 15 962 personnes en IPC 4 et 699 448 personnes en IPC 3, ce qui témoigne de l'impact positif de cette allocation CERF.

Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

Oui

En partie

Non

Cette allocation CERF a contribué au renforcement de la coordination humanitaire à l'échelle nationale et régionale. Les clusters nutrition, sécurité alimentaire et EHA ont renforcé leur coordination à travers la meilleure intégration des aspects nutritionnels (y compris la prise en compte de l'EHA) dans les réponses de sécurité alimentaire. Les interventions ont également été mises en place en coordination avec le mécanisme de réponse rapide (RRM), pour assurer des réponses multisectorielles et coordonnées aux chocs. D'un point de vue opérationnel, les agences bénéficiaires ont également collaboré entre elles pour assurer une couverture géographique complémentaire et éviter les duplications.

Les fonds du CERF ont-ils contribué à améliorer la mobilisation d'autres sources de financement ?

Oui

En partie

Non

La FAO a souligné l'impact catalytique de l'allocation CERF pour la mobilisation de financements d'autres bailleurs, y compris la France, la Suède et la Norvège. UNICEF a souligné que les fonds CERF ont permis de mobiliser des ressources de la part de BHA pour la lutte contre la malnutrition dans les régions du centre et du nord. Enfin, le PAM a indiqué que les fonds CERF ont représenté un levier essentiel pour renforcer leur plaidoyer auprès des bailleurs afin d'attirer des financements flexibles et adaptés aux chocs.

Considérations stratégiques des quatre domaines prioritaires humanitaires¹ :

Cette allocation CERF a contribué à l'appui aux femmes et filles, l'autonomisation des femmes, le ciblage des personnes en situation de handicap ainsi que les autres aspects de la protection de manière transversale. La considération de ces domaines a constitué une des priorités de la stratégie pour cette allocation dans la mesure où les personnes vulnérables telles que les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap demeurent les plus affectées par les déplacements forcés, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans le cadre de cette allocation, 390 242 femmes et filles (73% de l'ensemble des bénéficiaires) ont bénéficié de l'assistance alimentaire, nutritionnelle et en EHA.

Le programme de traitement et prévention de la MAM du PAM a notamment atteint 264 622 femmes et 37 800 enfants de moins de 5 ans à travers un appui nutritionnel et des services complémentaires. De plus, les interventions en EHA d'UNICEF et de ses partenaires ont été exécutées en accordant une attention particulière au genre pour la mise en place des comités de gestion de point d'eau et de l'assainissement. Une représentation équilibrée a donc été garantie pour assurer une gestion efficace des infrastructures et des décisions futures concernant ces installations. De plus, les latrines et douches construites ont été organisées par genre (femme/homme) afin de garantir la dignité et la sécurité des femmes et jeunes filles adolescentes.

Cette allocation a également accordé une attention particulière aux personnes en situation de handicap. En effet, l'allocation a permis d'atteindre 45 000 bénéficiaires issus de cette catégorie de population. De plus, dans le domaine de l'EHA géré par UNICEF et ses partenaires, toutes les installations sanitaires des centres de santé ont été construites en tenant compte des personnes vivant avec un handicap. Par exemple, les latrines sont équipées de rampes d'accès et les ouvrages hydrauliques sont situés à proximité des utilisateurs, facilitant leur accès à toutes les personnes vulnérables.

Tableau 1 : Aperçu de financement (US\$)

Montant total nécessaire à la réponse humanitaire	345 800 000
CERF	7 000 000
Fonds humanitaire commun / Fonds pour les interventions d'urgence (le cas échéant)	

¹ En janvier 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

Autres (bilatéral / multilatéral)

105 600 000

Financement total reçu pour la réponse humanitaire (par source ci-dessus)	112 600 000
--	--------------------

Tableau 2 : Subventions d'urgence du CERF par projet et secteur / cluster (US\$)

Agence	Code du projet	Secteur / cluster	Montant
FAO	23-RR-FAO-014	Sécurité alimentaire - Agriculture	1 260 000
FAO	23-RR-FAO-014	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	240 000
UNICEF	23-RR-CEF-026	Nutrition	1 800 000
UNICEF	23-RR-CEF-026	Eau, assainissement et hygiène	700 000
WFP	23-RR-WFP-021	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	1 800 000
WFP	23-RR-WFP-021	Nutrition	1 200 000
Total			7 000 000

Tableau 3 : Répartition du financement du CERF par modalités de mise en œuvre (US\$)

Total des fonds utilisés directement par les agences des Nations Unies y compris l'acquisition des marchandises de secours	5 483 139
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	711 147
Fonds transférés aux partenaires ONG internationales pour mise en œuvre *	137 724
Fonds transférés aux partenaires ONG nationales pour mise en œuvre *	639 742
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	28 248
Total fonds transférés aux partenaires (IP) *	1 516 861
Total	7 000 000

* Les chiffres indiqués dans le tableau 3 sont basés sur les rapports de projet (partie II, sections 1) et doivent être cohérents avec l'aperçu des sous-subventions en annexe.

2. PRIORISATION OPÉRATIONNELLE

Aperçu situation humanitaire (en anglais pour publication en ligne) :

In March 2023, results from the *Cadre Harmonisé* found over 1.1 million people in the food crisis phase (IPC 3), nearly 51,500 people in the emergency phase (IPC 4) and over 2,500 people in the catastrophe phase (IPC 5), an unprecedented situation since the beginning of the crisis in 2012. In addition, Gourma Rharous, Ménaka, Ansongo and Mopti were in a situation of chronic food insecurity (IPC 3) for over three years. As these regions were also hosting over 150 000 IDPs, WASH needs were also crucial and levels of global and severe acute malnutrition (GAM and SAM) among children went beyond WHO's alert thresholds of 15% and 2% respectively. However, since January 2023, 108 health centres offering nutrition services in the regions of Timbuktu, Taoudenit, Gao, Ménaka and Mopti suspended or significantly reduced their services due to insecurity. In this context, CERF allocated USD 7 million from its rapid response window and life-saving activities commenced in June 2023. Thanks to this CERF allocation, WFP, UNICEF and FAO, in close collaboration with their local partners, provided 530 260 people (73% women and girls) with life-saving food assistance, nutrition, WASH and livelihood support. The allocation notably prevented a situation of famine in northern Mali and widespread catastrophic acute food and nutritional insecurity conditions during the lean season. The positive contribution of the CERF funding was highlighted in the results from the *Cadre Harmonisé* of November 2023 which found no populations in IPC 5 and 15 962 and 699 448 people in IPC 4 and 3, respectively.

Utilisation opérationnelle de l'allocation CERF (en anglais pour publication en ligne) :

Thanks to this CERF funding, WFP, UNICEF, FAO and their local partners were able to provide lifesaving food assistance, nutrition and livelihood support, reaching 530 260 people (73% women and girls). WFP delivered emergency food assistance through cash transfers to 60,511 beneficiaries (51% women and 49% men). UNICEF provided an integrated package of WASH and nutrition activities for 320,965 people. Limited access to drinking water and decent hygiene conditions being one of the main causes of malnutrition in the targeted areas, UNICEF also distributed nearly 3,500 'Wash in Nut' kits while supplying nine hydraulic structures to three health centres and 60 emergency latrines to health facilities and IDP sites across Gao, Menaka and Mopti regions. WFP delivered food assistance to 52,663 people (49% men and 51% women) through cash transfers amounting to over \$1.4 million. As part of their MAM treatment and prevention programme, 37,800 children under 5 and 264,622 women received nutritional support and complementary services. As to FAO, their project provided 2,000 households with cash transfers, agricultural, poultry and pastoral kits for livestock, enabling them to cover their basic needs and maintain their livelihood. To foster local ownership of the interventions, recipient agencies and their partners also trained more than 100 healthcare providers in integrated management of malnutrition, provided health facilities with nutritional inputs and sensitized over 300 000 people on good nutritional practices.

Personnes ayant reçu une assistance directe :

Cette allocation CERF a permis d'apporter une assistance alimentaire, en EHA ainsi qu'un appui nutritionnel d'urgence à 530 260 personnes (y compris 73% de femmes et de filles) à travers les régions de Ménaka, Gao et Mopti. Le nombre de personnes atteintes par le projet a été calculé sur la base des chiffres les plus élevés réalisés par catégories de bénéficiaires (communautés hôtes, personnes déplacées internes et autres personnes touchées) sauf pour le secteur de la nutrition dont les résultats pour les enfants atteints ont été additionnés car UNICEF ciblait la MAS et WFP la MAM.

Personnes ayant reçu une assistance indirecte :

Les interventions de ce projet ont bénéficié indirectement à un nombre estimé de plus de 300 000 personnes des régions de Ménaka, Gao et Mopti. Dans le cadre de l'assistance agropastorale fournie par le PAM, il ressort que les légumes produits ont été consommés au sein du ménage et partagé au reste de la communauté. De plus, les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles dans le cercle de Ménaka ont été considérablement réduites grâce à la distribution d'aliments et de pierres à lécher pour le bétail qui ont réduit la pression sur les pâturages. En ce qui concerne l'appui nutritionnel du PAM et d'UNICEF, les agents de santé communautaires et les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN), 185 056 personnes ont bénéficié de sensibilisation sur les bonnes pratiques familiales essentielles incluant une bonne alimentation du nourrisson et du jeune enfant, le lavage des mains et la vaccination. Les autres agences récipiendaires et leurs partenaires ont également mené des sensibilisations sur les bonnes pratiques en matière de nutrition dans les régions de Ménaka, Gao et Mopti.

Tableau 4 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Secteur / cluster	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Sécurité alimentaire - Agriculture	1 248	622	1 586	1 344	4 800	1 233	1 179	1 159	1 069	4 640
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	24 559	23 596	2 375	2 014	52 544	26 858	25 805	1 737	1 604	56 004
Nutrition	278 559	0	85 600	111 912	476 071	264 622	0	92 264	109 301	466 187
Eau, assainissement et hygiène	0	0	4 080	3 920	8 000	0	0	1 957	1 879	3 836

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Table 5 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Categories	Prévu	Atteint
Réfugiés	275	509
Retournés	365	356
Déplacés internes	149 831	145 657
Communautés d'accueil	390 761	383 598
Autres personnes touchées	183	140
Total	541 415	530 260

Tableau 6 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge *

Sexe & âge	Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge *		Nombre de personnes handicapées (PwD) assistées grâce au financement du CERF	
	Prévu	Atteint	Prévu	Atteint
Femmes	304 366	292 771	23 529	22 800
Hommes	24 218	27 039	1 321	1 548
Filles	93 641	97 471	9 564	9 240
Garçons	119 190	112 979	13 763	11 986
Total	541 415	530 260	48 177	45 574

PARTIE II – APERÇU DES PROJETS

3. RAPPORTS DES PROJETS

3.1 Rapport du projet 23-RR-FAO-014

1. Information sur le projet			
Agence :	FAO	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Agriculture	Code du projet :	23-RR-FAO-014
	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire		
Titre du projet :	Assistance d'urgence au profit de 2 000 ménages vulnérables en prévention de la situation de famine dans le nord du Mali		
Date de début :	05/06/2023	Date de fin :	04/03/2023
Révisions :	Extension sans cout	<input checked="" type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds
		<input type="checkbox"/>	Reprogrammation
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 48 000 000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		US\$ 3 000 000
	Montant reçu du CERF :		US\$ 1 500 000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 203,053
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 104,728
	Partenaires ONG internationale		US\$
	Partenaires ONG nationale		US\$ 70,077
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 28,248	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette subvention de réponse rapide du CERF, 2 000 ménages vulnérables ont été soutenus sur la base de leur profil et des critères de vulnérabilité établis avec les communautés de juin 2023 à mars 2024. Ainsi, à Ansongo, dans le cercle de Gao, 100 ménages ont reçu une assistance en intrants pour jardins maraîchers, 75 ménages ont reçu des kits pour jardins en sacs² qui leur ont permis de renforcer leur production et 200 ménages ont reçu des kits pastoraux pour protéger leur bétail. Dans le cadre des interventions d'urgence, la FAO a innové à travers l'introduction de l'assistance en kits d'aviculture³ aux ménages vulnérables. Dans la commune de Ménaka, 525 ménages ont bénéficié de deux types d'assistance en intrants pour jardins maraîchers. De plus, les moyens d'existence de 600 ménages pastoralistes ont été protégés grâce aux kits pastoraux mis à leur disposition pour faire face à leurs besoins de base. Par ailleurs, 1 112 ménages hôtes et 879 ménages déplacés internes ont reçu des transferts monétaires d'un montant de 51,59 USD par mois et par ménage

² Amarante, aubergine, carotte, céleri, concombre, laitue, gombo, persil, poivron, tomate, 1,25 tonne d'engrais organique et articles de quincaillerie

³ Noyau reproducteur de volaille (4 poules et 1 coq)

sur deux mois, permettant de combler l'écart alimentaire tel qu'établi par le MEB mis à jour par le PAM en 2023. De plus, 375 personnes ont vu leur alimentation renforcée grâce aux produits issus de l'aviculture.

Afin de renforcer les connaissances des personnes bénéficiaires sur la nutrition, des démonstrations culinaires et des séances de sensibilisation ont été réalisées pour les communautés bénéficiaires du projet. Cette activité s'est faite grâce au Groupe de Santé et Nutrition (GSAN), tant au niveau de la commune d'Ansongo que celle de Ménaka et a concerné un total de 573 femmes. Les thématiques abordées incluaient notamment la valorisation des cultures maraîchères pour lutter contre malnutrition infantile et l'insécurité alimentaire ou la promotion de la culture hors sol comme moyen de lutte contre la famine.

3. Modifications

La FAO a sollicité une extension sans coûts de trois mois pour assurer la bonne mise en œuvre des activités de distribution de kits avicoles aux ménages vulnérables et pour la finalisation des périmètres maraîchers mis en place dans la région de Ménaka. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance avicole, la FAO a identifié l'Institut d'Économie Rurale (IER) comme fournisseur de volaille et un calendrier de livraison détaillé couvrant la période du 19 octobre 2023 au 10 novembre 2023 a été convenu. Malheureusement, en raison de contraintes sécuritaires et logistiques, cette structure s'est finalement désistée et un nouveau fournisseur (entreprise privée Maivet) a été identifié au cours du mois d'octobre. Les livraisons ont débuté le 15 novembre 2023 et ont pris fin courant février 2024. Un retard a également été observé pour la création d'un point d'eau à Gao du fait de la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions de Gao et Ménaka. A Tondikaray, un différend au sein de la communauté bénéficiaire sur la localisation du site a été à l'origine d'un autre retard. Pour y remédier, une réunion a été organisée par le comité de gestion des plaintes en présence du chef de village et de ses conseillers, de l'ONG partenaire et de la société pour une gestion pacifique de la situation. En ce qui concerne Ménaka, les activités de périmètre maraîchers avaient bien commencé (Ménaka 3), mais le fournisseur en charge des deux forages pastoraux (Tinguereguef et Imache-2) a notifié l'ONG partenaire que ses équipements étaient bloqués du côté de Kidal (en proie à des affrontements entre l'armée malienne et le Cadre Stratégique Permanent). À la suite de cette notification, la FAO a confié les travaux de périmètres maraîchers à un autre fournisseur qui les a exécutés avec succès. L'atteinte des personnes retournées et déplacées est respectivement de 93% et 82%, comparativement à la cible visée initialement. Cette performance moindre s'explique par les mouvements secondaires de ces catégories de ménages, notamment les ménages identifiés dans le cercle de Ménaka.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	37	18	49	40	144	69	66	64	59	258
Retournés	50	25	64	53	192	48	46	45	41	180
Déplacés internes	512	255	649	552	1 968	431	412	405	374	1 622
Communautés d'accueil	624	312	792	672	2 400	658	629	619	571	2 477
Autres personnes touchées	25	12	32	27	96	27	26	26	24	103
Total	1 248	622	1 586	1 344	4 800	1 233	1 179	1 159	1 069	4 640

Personnes handicapées (PwD) sur le total

	15	9	21	12	57	12	12	12	11	47
--	----	---	----	----	----	----	----	----	----	----

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	57	28	71	60	216	103	98	96	89	386
Retournés	78	37	93	80	288	72	69	67	62	270
Déplacés internes	767	383	976	826	2 952	647	618	608	561	2 434
Communautés d'accueil	936	468	1 188	1 008	3 600	1 008	963	947	874	3 792
Autres personnes touchées	38	19	47	40	144	21	20	19	18	78
Total	1 876	935	2 375	2 014	7 200	1 851	1 768	1 737	1 604	6 960

Personnes handicapées (PwD) sur le total

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

	24	12	18	34	88	18	18	17	16	70
--	----	----	----	----	-----------	----	----	----	----	-----------

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Les activités de ce projet ont bénéficié indirectement à un nombre estimé de 200 000 personnes à travers les cercles de Ménaka et d'Ansongo. Selon les retours d'information de la part des communautés bénéficiaires, les cultures maraîchères ont permis aux femmes d'augmenter leur contribution aux dépenses alimentaires et de santé. Grâce au mécanisme des jardins en sacs, les communautés sont également en mesure d'avoir une gestion rationnelle de l'eau par le biais du dispositif d'irrigation par tuyaux. Par ailleurs, il ressort que la quasi-totalité des légumes produits ont été consommés au sein du ménage et partagé au reste de la communauté. Le kit d'urgence pastoral a permis de soulager les ménages locaux comme les ménages déplacés et de réduire significativement la pression des animaux sur les pâturages à travers la distribution d'aliments pour le bétail et de pierres à lécher. Les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles ont donc été considérablement réduites.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Améliorer la situation alimentaire de base de 2 000 ménages vulnérables et relancer l'autoproduction alimentaire afin de prévenir une situation de famine dans les cercles de Ménaka et d'Ansongo.
Résultat 1	La couverture des besoins alimentaires journaliers pour les 2 000 ménages s'est améliorée par le biais des transferts monétaires sur 2 mois.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur	12,000	11,548	Listes d'émargement des bénéficiaires
Indicateur 1.2	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD	206,372	205,431	Listes d'émargement des bénéficiaires
Indicateur 1.3	Pourcentage de ménages affirmant avoir consommé plus de 50% du montant transféré dans l'alimentation.	80	96	Rapports d'évaluation

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

1 991 ménages dont 1 112 ménages locaux et 879 ménages déplacés vulnérables ont été soutenus par la FAO et ses partenaires. Au cours de ces distributions, neuf ménages issus de la commune de Ménaka ne se sont pas présentés. Le nombre de personnes atteintes est donc inférieur aux prévisions. Cette sous-performance s'explique également par le fait que le nombre de personnes par ménages utilisé lors des prévisions (6 personnes) s'est avéré supérieur à la réalité dans les régions de Gao et Ménaka où les ménages comptent en moyenne 5.8 personnes.

Concernant l'indicateur 1.3, ce sont 96% qui affirment avoir consommé plus de 50% du montant transféré dans l'alimentation. En effet l'approche CASH+ de la FAO vise à permettre aux ménages vulnérables de couvrir les besoins alimentaires, permettant ainsi de protéger leurs moyens d'existence.

Concernant les transferts monétaires, du fait de l'insécurité et en concertation avec les autorités locales et les leaders communautaires, le transfert a été réalisé en une seule fois au lieu de s'étendre sur deux mois.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Identifier 2 000 ménages parmi les plus vulnérables dans les communautés locales et déplacées.	En étroite collaboration avec les services du développement social, les partenaires du RRM et les ONG partenaires à savoir ANI-Mali, Nouveaux Horizons et la Croix Rouge malienne, les personnes vulnérables ont été

		identifiées sur la base des critères de vulnérabilités préétablis et validés avec les communautés. L'identification de ménages vulnérables issus de la communauté des réfugiés s'est faite en lien et en bonne coordination avec UNHCR.
Activité 1.2	Effectuer des transferts monétaires au profit des ménages ciblés par le projet pour la couverture de 2 mois des besoins alimentaires de base.	Les transferts monétaires ont été réalisés par le partenaire SAMA MONEY sous la supervision de la FAO et ses partenaires de mise en œuvre.
Activité 1.3	Suivre l'utilisation faite des transferts monétaires	Le suivi de l'utilisation des transferts monétaires a été fait par la FAO, en coordination avec ses partenaires de mise en œuvre à travers l'évaluation finale des projets d'urgence.

Résultat 2 1 200 ménages bénéficiaires du projet sont capables de produire une partie de leur alimentation grâce aux kits de production alimentaires d'urgence.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Sécurité alimentaire - Agriculture

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Ag.1 Nombre de personnes recevant des intrants agricoles (articles/paquets/kits) (90% des bénéficiaires)	10,800	10,440	Liste des bénéficiaires de kits de production alimentaires d'urgence
Indicateur 2.2	Pourcentage de ménages ayant consommé les aliments issus de la production alimentaire.	60	99	Rapport de suivi de la production

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Le nombre de 2 000 ménages planifié a été atteint mais le nombre de personnes est inférieur à la cible. Ceci s'explique par le fait que le nombre de personnes par ménages utilisé lors des prévisions (six personnes) s'est avéré supérieur à la réalité dans les régions de Gao et Ménaka où les ménages comptent en moyenne 5.8 personnes. Bien que toutes les activités du projet aient été réalisées, il convient de souligner que la situation d'insécurité a retardé l'exécution de certaines activités. Ce fut le cas des périmètres maraîchers réalisés à Ménaka ainsi que la livraison des kits avicoles dans certaines localités du nord soumis à des blocus des groupes armés non-étatiques. Cette situation a conduit la FAO à demander une extension sans coûts afin de finaliser ces activités.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Identifier 1 200 ménages bénéficiaires de l'activité	Les bénéficiaires des activités de maraîchage et d'aviculture ont été identifiés par la FAO en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, les services techniques de l'état et en bonne coordination avec les partenaires du RRM. Les orientations stratégiques du Cluster Sécurité Alimentaire ont facilité le ciblage des localités les plus vulnérables.
Activité 2.2	Distribuer les 400 kits de production alimentaire d'urgence par jardins maraichers	Conformément aux procédures internes, l'achat des intrants a été réalisé par l'unité des achats de la FAO. Après livraison des kits via les sous bureaux de la FAO, les ONG partenaires ont reconstitué les kits avant de procéder à la distribution.
Activité 2.3	Distribuer les 300 kits de production alimentaire d'urgence par jardins en sacs	Conformément aux procédures internes, l'achat des intrants a été réalisé par l'unité des achats de la FAO. Après livraison des kits via les sous bureaux de la FAO,

		les ONG partenaires ont reconstitué les kits avant de procéder à la distribution.
Activité 2.4	Distribuer les 500 kits de production alimentaire d'urgence par aviculture d'urgence	Afin de renforcer l'alimentation des ménages, des noyaux reproducteurs de volailles (4 poules et 1coq) ont été distribués à 500 ménages. Cette activité revêt le double avantage de procurer une source complémentaire de revenus aux ménages et garantir une alimentation équilibrée des enfants issus de ces ménages à travers la consommation d'œufs.
Activité 2.5	Former les bénéficiaires sur les itinéraires techniques	Afin de faciliter la mise en œuvre de cette activité, un vivier de formateur a été constitué et déployé auprès des ménages bénéficiaires.
Activité 2.6	Faire un suivi du processus de production alimentaire d'urgence et conseiller les bénéficiaires	Les partenaires de mise en œuvre assurent un suivi de la production à travers des visites auprès des ménages. A cela s'ajoute aussi le suivi des services techniques de l'agriculture et de l'élevage, qui apportent leurs expertises en vue d'accroître la productivité de l'activité agricole.
Activité 2.7	Collecter les données sur la production et l'utilisation des récoltes issues de la production alimentaire d'urgence pour vérifier l'aboutissement de ce résultat.	Afin d'apprécier les effets de l'activité de production alimentaire d'urgence, des évaluations de type Post Distribution Monitoring et Endline sont conduites en étroite collaboration avec les ONG partenaires.

Résultat 3

Les moyens de subsistance critiques de 800 Ménages pastoraux sont protégés.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Ag.3 Nombre de personnes recevant des intrants d'élevage (/kits/)(kits pastoraux pour la sauvegarde et l'entretien du cheptel (90% des bénéficiaires)	4,320	4 176	Listes des bénéficiaires
Indicateur 3.2	Pourcentage de ménages dont l'état de santé des animaux s'est amélioré.	80 %	99%	Rapports de suivi de la production
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Le nombre de 800 ménages planifié a été atteint mais le nombre de personnes est inférieur à la cible. Ceci s'explique par le fait que le nombre de personne par ménages utilisé lors des prévisions (6 personnes) s'est avéré supérieur à la réalité dans les régions de Gao et Ménaka où les ménages comptent en moyenne 5.8 personnes.			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Identifier les 800 ménages pastoraux bénéficiaires.	Les bénéficiaires des activités de maraîchage et d'aviculture ont été identifiés par la FAO en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, les services techniques de l'état et en bonne coordination avec les partenaires du RRM. Les orientations stratégiques du Cluster Sécurité Alimentaire ont facilité le ciblage des localités les plus vulnérables.		
Activité 3.2	Distribuer les 800 kits pastoraux d'urgence.	Après réception par les partenaires et certification des intrants pastoraux (aliments pour bétail, produits vétérinaires) par les services de l'élevage, les ménages ciblés reçoivent le kit pastoral.		

Activité 3.3	Former les bénéficiaires à l'utilisation des kits distribués.	La formation des ménages bénéficiaires a été réalisée par les services techniques étatiques de l'élevage en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.
Activité 3.4	Suivre l'utilisation des kits pastoraux d'urgence.	Le suivi des activités des ménages bénéficiaires a été réalisé par les services techniques étatiques de l'élevage en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, sous la supervision de la FAO.
Activité 3.5	Collecter les données sur l'utilisation des kits et l'état des animaux des bénéficiaires pour vérifier l'aboutissement de ce résultat.	Le suivi de l'utilisation des alimentaires produits a été réalisé par les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.

Résultat 4 L'aménagement des infrastructures hydrauliques facilite l'accès à l'eau à 5 280 bénéficiaires (agriculteurs et éleveurs/pasteurs) de réaliser leurs activités de production alimentaire d'urgence.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 4.1	Nombre de forages pastoraux réalisés et fonctionnels	4	4	Rapport de réception provisoire/Photos de l'infrastructure.
Indicateur 4.2	Nombre de périmètres maraîchers réalisés et fonctionnels	2	2	Rapport de réception provisoire/Photos de l'infrastructure.

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Identifier les sites d'implantation des forages de façon participative et inclusive	En coordination avec les communautés et les partenaires de mise en œuvre, les sites de Tondikarey, Monzonga, Imache-II, Tinguereguef et Tinguereguef ont été retenus pour la construction de quatre forages. Quant aux petits périmètres maraîchers, les sites de Seyna Songhoi et le 3 ^{ème} quartier de Ménaka ont été retenus.
Activité 4.2	Cibler les ménages bénéficiaires	Sous la supervision de l'ONGN ANI-Mali à Ansongo et Bourem et de l'ONGN Nouveaux Horizons à Ménaka quatre forages ont été construits et permettront de couvrir les besoins en eau de 480 ménages ainsi que l'abreuvement de 2 400 têtes de bétail.
Activité 4.3	Réaliser et aménager les ouvrages	Sous la supervision de l'ONGN ANI-Mali à Ansongo et Bourem et de l'ONGN Nouveaux Horizons à Ménaka.
Activité 4.4	Supervision et réception définitive des travaux	La supervision des travaux s'est faite par le partenaire de mise en œuvre avec l'appui des services techniques de l'hydraulique de Ménaka et d'Ansongo.
Activité 4.5	Mettre en place & former des comités de gestion des points d'eau.	Un comité de gestion des points d'eau a été mis en place sur chacun des six sites. Cette activité a été coordonnée par les partenaires de mise en œuvre de la FAO.

Résultat 5 1 200 personnes sont formées à travers des séances de sensibilisation, de démonstration nutritionnelle particulièrement les femmes allaitantes, enceintes et en âge de procréer (30 personnes par session).

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 5.1	Nombre de personnes ayant participé aux sessions organisées (90 %)	1 080	534	Listes de présence des femmes participation aux sensibilisations
Indicateur 5.2	Pourcentage de participants estimant avoir amélioré leurs connaissances nutritionnelles.	70	80	Rapport de formation sur la Nutrition
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		La différence entre la prévision pour les personnes participantes aux sensibilisations s'explique par le fait que certains groupes GSAN n'étaient pas actif, en particulier dans les zones de Ménaka. La raison étant essentiellement lié à l'insécurité grandissante dans la zone au cours de la période de mise en œuvre du projet.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 5.1	Identifier les bénéficiaires	En étroite collaboration avec les Directions Régionales de Santé de Gao et Ménaka, les groupes GSAN appuyé par le partenaire de mise en œuvre conduisent les activités de sensibilisation et de démonstration culinaires.		
Activité 5.2	Organiser les sessions de sensibilisation et de démonstration nutritionnelle à partir des ingrédients alimentaires locaux	En utilisant des légumes récoltés de la production agricole d'urgence, les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) sont sensibilisées sur les thématiques de nutrition et participe à des démonstrations culinaires.		
Activité 5.3	Evaluer les connaissances nutritionnelles des participants avant et après la participation aux sessions de sensibilisation et de démonstrations culinaires	Des pré et post évaluations sont réalisées pendant et après les sessions de sensibilisation et de démonstrations culinaires.		

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁴ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁵ :

Les équipes des sous-bureaux de la FAO et les partenaires de mise en œuvre ont organisé des rencontres d'information et de sensibilisation des communautés bénéficiaires avant et durant la mise en œuvre du projet. Le projet a donc été présenté aux communautés ciblées avec des consultations inclusives sur les critères de sélection des ménages et les différentes activités du projet, favorisant ainsi une forte adhésion et implication de toutes les parties prenantes. Ces séances ont notamment permis de collecter les commentaires et les suggestions des communautés sur les activités de transferts monétaires, l'identification des sites de production, la

⁴ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁵ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

mise en œuvre des activités de production alimentaire, avicole, de finaliser et valider les listes de bénéficiaires. Pour ce faire, l'approche utilisée a été le ciblage communautaire en utilisant les critères de la *Household Economy Approach* (HEA). Toutes les couches sociales ont donc été considérées, notamment les groupes marginalisés. Au total 39% de femmes ont bénéficié des activités du projet y compris 40% pour la production alimentaire d'urgence/jardins maraîchers, 43%, pour la production alimentaire d'urgence/jardins en sacs, 41% pour la production alimentaire d'urgence/aviculture d'urgence et 37% pour la protection des moyens d'existence/kits pastoraux d'urgence.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

En collaboration avec les communautés bénéficiaires et les partenaires locaux, des comités locaux de plaintes intégrant toutes les parties prenantes ont été mis en place pour recevoir les réclamations de la part des bénéficiaires selon le dispositif de retour d'information et de plainte de la FAO. Ce dispositif est organisé de telle sorte que les plaintes puissent être traitées rapidement et qu'il y ait un retour d'information aux bénéficiaires. Le dispositif est composé de comités gestion qui collecte et traite les informations/plaintes au niveau local. Le partenaire d'exécution VIAMO traite les cas dépassant le comité de gestion de plainte. En dernier recours, les bénéficiaires/les plaignants contactent directement la FAO pour la résolution de leurs préoccupations à travers un numéro vert qui a été disséminé dans l'ensemble des zones d'intervention du projet.

Ces comités ont été mis en place dans chaque localité/village avec des membres composés d'hommes, de femmes et de jeunes accessibles et dignes de confiance au niveau communautaire afin de collecter les plaintes, les traiter et les relayer vers VIAMO en cas de non-résolution. De plus, des comités de plainte ont été mis en place dans les différents sites de distribution travaillant étroitement avec notre partenaire VIAMO. Bien qu'aucune plainte sensible n'ait été enregistrée au cours de la mise en œuvre du projet, des retours sur le type d'outils agricole (daba) mis à disposition des ménages bénéficiaires ont été reçus. Selon les bénéficiaires, le type de d'outils distribué n'était pas bien adapté à l'activité de maraîchage. Ce constat a été validé par la Direction Régionale de l'Agriculture, en charge du contrôle des intrants et outils fournis. Suite à ces retours, des échanges entre les experts en agriculture et l'unité d'achat de la FAO ont été initiés pour prendre en compte ces commentaires dans les prochaines planifications.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

En amont du projet, tout le personnel de la FAO a suivi et validé un module interne sur la PSEA. Les agents de l'ONG partenaire ont également été formés sur la thématique de la PSEA. Les aspects de prévention de la violence basée sur le genre ont été inclus dans tout le cycle du projet, y compris lors des séances de sensibilisation communautaire et des formations des ménages bénéficiaires. Par ailleurs, le mécanisme de gestion des plaintes mis en place sur les sites d'intervention a pris en compte la question de la violence basée sur le genre. La mise en place du numéro vert permet aussi de dénoncer toute situation d'exploitation et d'abus directement à la FAO. Les plaignants sont protégés et le traitement de la plainte se fait de manière confidentielle avec la mise en place d'une commission d'enquête au plus haut niveau de l'organisation. Aucune plainte d'exploitation et d'abus sexuels n'a été signalée durant l'exécution du projet.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

La prise en compte du genre a été un élément central de la définition à la mise en œuvre des activités du projet. Ainsi, 5 981 femmes et filles ont bénéficié des activités de ce projet, soit 39% du nombre total de bénéficiaires. Une attention particulière a également été accordée aux femmes dans le cadre des activités de formations, le choix des acteurs du projet et la sélection des ménages bénéficiaires. La FAO et ses partenaires se sont notamment assurés que les besoins des femmes et des jeunes soient pris en compte, que les femmes bénéficient de l'assistance et que la parité soit respectée dans les équipes chargées de distribution.

E. Personnes handicapées (PwD) :

Les ménages avec des personnes en situation de handicap ont été systématiquement pris en compte lors de la sélection des bénéficiaires. Un ensemble de 116 ménages avec des personnes en situation d'handicap a donc bénéficié du projet, y compris les activités de transferts monétaires.

f. Protection :

La FAO a pris en compte la transversalité de la protection tout au long du cycle du projet avec un accent sur les séances de sensibilisation communautaire et les formations des ménages bénéficiaires et des partenaires techniques. Une évaluation des risques liés à la protection des personnes affectées a été effectuée et des activités d'atténuation ont été prises durant la mise en œuvre du projet. Par exemple, les lieux et les heures de distribution ont été définis de sorte à éviter que les bénéficiaires vulnérables (notamment les femmes et les enfants) n'aient à parcourir de trop longues distances pour recevoir l'assistance.

g. Éducation :

Des sessions de sensibilisation ont été organisées par les groupes de soutien à la nutrition afin de permettre aux ménages vulnérables de mieux utiliser la production agricole. De plus, des sessions de démonstration culinaires ont également été organisées par les groupes de soutien à la nutrition ciblant particulièrement les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) ainsi que celles en âge de procréer

(au moins 30 personnes par session). Ces sessions ont permis aux ménages de mieux comprendre leurs besoins nutritionnels, de diversifier leurs choix et combinaisons d'aliments pour une alimentation saine et équilibré.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Sélectionnez un élément dans le menu déroulant	Oui, le PTM est un composant	11 548

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Dans le cadre du présent projet, des transferts monétaires ont été réalisés au profit des ménages vulnérables ciblés par le projet. Ces transferts monétaires visaient à couvrir les besoins alimentaires de base des ménages. Avant toute distribution de cash, des sessions de sensibilisation ont été organisées sur l'importance de l'utilisation de l'assistance pour la couverture des besoins alimentaires dans la perspective d'améliorer la situation des ménages. Les montants transférés ont permis de couvrir deux mois de besoins alimentaires prévenant ainsi une éventuelle situation de famine dans les zones d'intervention.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Transferts monétaires au profit des ménages des communautés locales en situation d'insécurité alimentaire (Activité 1.1)	6506	110 424	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction
Transferts monétaires au profit des ménages déplacés internes en situation d'insécurité alimentaire (Activité 1.1)	5098	90 695	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction
[Transferts monétaires au profit des d'autres personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire (Activité 1.1)	244	4 312	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Lancement des activités du Plan National 2023 de Réponse à l'insécurité alimentaire au Mali	https://twitter.com/FAOMali/status/1669038155905810434?s=20

Mali faces a severe humanitarian crisis driven by years of armed conflict, climatic hazards, and high staple food prices.	https://twitter.com/FAOemergencies/status/1643263605834391553?s=20
Les jardins en sacs de @FAOMali pourraient être une solution de résilience des personnes déplacées internes	https://twitter.com/OCHA_Mali/status/1682325989831966724?s=20
Grâce aux partenaires comme @UNCERF, @Sida et @NorvegeAmbMali, nous pouvons donner les ressources nécessaires aux ménages vulnérables	https://twitter.com/FAOMali/status/1706732920751505620?s=20
Dans le cadre de sa réponse humanitaire, la @FAOMali poursuit les activités de transfert monétaires à Tombouctou, Gao, Kayes et Mopti en faveur des ménages vulnérables	https://twitter.com/MSYLLADubreka/status/1706697521408483753
1100 ménages vulnérables [...] ont reçu des kits agricoles, pastoraux & de production alimentaire d'urgence (jardins en sacs) à #Menaka avec l'appui financier @UNCERF	https://twitter.com/FAOMali/status/1707078594835411326?s=20
@Meneka, la @FAOMali continue les activités de distribution cash, de kits agricoles, kits pastoraux et kits jardins hors sol au profit des bénéficiaires (réfugiés) identifiés par le HCR.	https://twitter.com/MSYLLADubreka/status/1707066363104067658
Avec le financement généreux du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies #UNCERF	https://twitter.com/FAOMali/status/1727629053719351782?s=20
Renforcement des capacités des ONG partenaires pour l'utilisation de l'outil #IDEA	https://twitter.com/FAOMali/status/1729196549111271912?s=20
En tant que membre du Cash Working Group #CWG, nous avons pu effectuer des transferts monétaires au bénéfice de 74214 personnes au #Mali	https://twitter.com/FAOMali/status/1732739057350840826?s=20
Pour suivre l'état de la #SécuritéAlimentaire en situation d'urgence au #Mali	https://twitter.com/FAOMali/status/1734972729005048138?s=20
lancement de 3 projets d'urgence @FAOMali à #Ménaka	https://twitter.com/FAOMali/status/1711053293940551932?s=20
2400 personnes des communes de #Ménaka et d'#Inékar recevront des transferts monétaires 💰, des kits pastoraux 🐄🐑 (aliment bétail, médicaments...), avicoles 🐔 (produire et consommer des œufs🥚) & de production alimentaire d'urgence 🍅🥕🍌 (jardins maraichers et en sacs	https://twitter.com/FAOMali/status/1711053297010762114?s=20

3.2 Rapport du projet 23-RR-CEF-026

1. Information sur le projet							
Agence :	UNICEF			Pays :	Mali		
Secteur / cluster :	Nutrition Eau, assainissement et hygiène			Code du projet :	23-RR-CEF-026		
Titre du projet :	Réponse nutritionnelle d'urgence pour les populations vulnérables dans les cercles de Bandiagara, Douentza, Bankass, Koro, Ménaka, villages accessibles de Anderamboukane, Inekar, Tidermene, Ansongo, Bourem, et Gao.						
Date de début :	02/06/2023			Date de fin :	01/12/2023		
Révisions :	Extension sans cout	<input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds	<input type="checkbox"/>	Reprogrammation	<input type="checkbox"/>	
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :				US\$ 114 831 188		
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :				US\$ 33 500 000		
	Montant reçu du CERF :				US\$ 2 500 000		
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :				US\$ 914 268		
	Partenaires gouvernementaux				US\$ 606 419		
	Partenaires ONG internationale				US\$ 115 672		
	Partenaires ONG nationale				US\$ 192 177		
	Croix Rouge / Croissant Rouge				US\$ 0		

2. Résumé des résultats obtenus

Ce financement a permis à UNICEF et à ses partenaires d'apporter un paquet intégré d'activités en eau, hygiène et assainissement (EHA) et nutrition au bénéfice de 320 965 personnes. La détection précoce de l'émaciation a été réalisée chez 299 974 enfants âgés de 0 à 59 mois, parmi lesquels 45 524 enfants ont été référés vers des structures sanitaires. Parmi ces enfants, 15 105 souffraient de malnutrition aigüe sévère (dont 1 402 enfants présentaient des complications médicales associées) et ont reçu des services de prise en charge de qualité conformes aux normes standards *Sphere*. Les structures sanitaires ont été dotées d'intrants nutritionnels et de médicaments essentiels, notamment 15 000 cartons d'Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE). En outre, 100 prestataires de santé et 115 Agents de Santé Communautaires (ASC) ont été formés sur la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition (PCIMA), aux bonnes pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), à la protection contre les abus et l'exploitation sexuelle (PSEA) dans les contextes d'urgence. Les équipes mobiles de la région de Ménaka ont été renforcées pour faire face à une détérioration de la situation humanitaire marquée par les vagues de déplacements de population à partir de juillet 2023 et le retrait progressif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Dans le secteur EHA, la distribution de kits « WASH in Nut » a atteint 3 446 enfants malnutris, contre une cible planifiée de 8 000 enfants du fait d'une augmentation significative des coûts d'achat des kits. Toutefois, neuf ouvrages équipés de système de pompage solaire ont été réalisés au niveau de trois centres de santé assurant la prise en charge de la malnutrition et au sein des communautés et dépassant la cible initiale de sept ouvrages. Cela a favorisé l'accès à l'eau potable pour 17 317 personnes, dont 4 156 femmes et 9 178 enfants. Les mêmes personnes ont également bénéficié de la construction et/ou de la réhabilitation de 12 latrines améliorées dans les formations

sanitaires, ainsi que 48 latrines d'urgence construites dans des sites de personnes déplacées internes (PDI). Toute cette population cible a été sensibilisée aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement à promouvoir dans les situations d'urgence.

3. Modifications

Le projet n'a pas connu de modifications dans le domaine de la santé et de la nutrition. Cependant, la détérioration de la situation humanitaire, surtout dans les régions de Gao et Ménaka, a été prise en compte et a entraîné des adaptations dans la réponse, notamment :

- Une augmentation du nombre et de la couverture des cliniques mobiles ;
- Un renforcement des capacités d'accueil et du plateau technique de l'URENI de Ménaka (en l'absence d'URENI dans les autres districts de Ménaka) ;
- La mise en place des postes de santé fixes.

Durant la mise en œuvre de ce projet, le prix des kits « WASH in Nut » a varié de manière significative entre les différentes régions, avec une moyenne de 25.49 USD par kit à Gao et de 15 USD par kit à Mopti. Cette augmentation par rapport au prix planifié de 11 USD/kit a été due à des facteurs externes, tels que les fluctuations des prix du marché et les défis logistiques accrus dans ces régions. Cette situation imprévue a conduit à une hausse globale des coûts, impactant directement le budget alloué pour ces kits. En tenant compte des besoins significatifs en eau et assainissement, une partie des interventions a donc été orientée vers des interventions plus durables et impactantes, telles que l'amélioration de l'accès à l'eau potable, qui constitue un élément clé dans la prévention de la malnutrition. Ainsi, la cible de sept forages à réaliser a été dépassée avec la construction de deux forages supplémentaires financés par des fonds récupérés sur l'achat des kits. Au total, neuf forages ont été construits, dont six directement dans les communautés et trois dans des centres de santé pour améliorer la prise en charge de la malnutrition.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
	Prévu					Atteint				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	29 803	0	12 114	17 433	59 350	30 098	0	12 150	16 908	59 156
Communautés d'accueil	127 054	0	51 646	74 319	253 019	127 102	0	60 458	74 249	261 809
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	156 857	0	63 760	91 752	312 369	157 200	0	72 608	91 157	320 965
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	23 529	0	9 564	13 763	46 856	22 800	0	9 240	11 986	44 026

Secteur / cluster	Eau, Assainissement et hygiène									
	Prévu					Atteints				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	1 530	1 470	3 000	0	0	734	705	1 439
Communautés d'accueil	0	0	2 550	2 450	5 000	0	0	1 223	1 174	2 397
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	4 080	3 920	8 000	0	0	1 957	1 879	3 836
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

A travers les agents de santé communautaires et les Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN), 185 056 personnes ont bénéficié de sensibilisation sur les bonnes pratiques familiales essentielles incluant une bonne alimentation du nourrisson et du jeune enfant, le lavage des mains et la vaccination. Les districts d'Anderamboukane, Ansongo, Bourem, Gao, Ménaka ont bénéficié des cliniques mobiles renforçant ainsi la capacité d'atteindre les zones d'accès difficile.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Augmenter l'accès des enfants vulnérables souffrant de malnutrition aigüe aux services de prévention et de prise en charge de la malnutrition, à l'eau, hygiène et assainissement dans les régions avec des taux élevés de malnutrition et abritant les personnes déplacées internes particulièrement les cercles de Bandiagara, Douentza, Bankass, Koro, Ménaka, et les villages accessibles de Anderamboukane, Inekar et Tidermene, Ansongo, Bourem, Gao.			
Résultat 1	8 000 enfants déplacés y compris des enfants de la population hôte ont un accès sécurisé à l'eau potable à travers des ouvrages collectifs d'adduction d'eau fonctionnels et disponibles tout au long de la journée.			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	WS.6 Nombre d'enfant en situation de malnutrition ayant accès à une quantité suffisante d'eau salubre pour la boisson, la cuisine et/ou l'hygiène personnelle, conformément à la norme sectorielle convenue.	8 000	8 000	Rapports techniques de construction des ouvrages hydraulique, rapports de supervision
Indicateur 1.2	WS.15 Nombre de points d'eau communautaire et/ou CSCCom (par ex. puits, forages, bornes-fontaines, systèmes) construits et/ou réhabilités. (Systèmes hydrauliques villageois améliorés (SHVA) ou adduction d'eau sommaire (AES) au profit des communautés ou centres de sante communautaires)	7	9	Rapports de chantier
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	La cible des 8 000 enfants malnutris a été atteinte grâce à l'approvisionnement en eau potable. Cependant, face aux défis rencontrés, la composante du projet visant à lutter contre la malnutrition infantile au Mali a dû être adaptée à des contraintes imprévues tels les besoins cruciaux en eau potable et l'augmentation significative du coût des kits « WASH in Nut ». Cette situation a conduit à une réorientation vers des interventions plus durables et impactantes, telles que l'amélioration de l'accès à l'eau potable, un élément clé dans la prévention de la malnutrition. Ainsi, la cible de sept forages à réaliser a été dépassée avec la construction de deux forages supplémentaires financés par des fonds récupérés sur l'achat des kits. Au total, neuf forages ont été construits, dont six directement dans les communautés et trois dans des centres de santé pour améliorer la prise en charge de la malnutrition. Les forages ont été équipés de systèmes de pompage solaires			
Activités	Description	Mise en œuvre par		

Activité 1.1	Réalisation/réhabilitation de sept Systèmes Hydrauliques Villageois Améliorés (SHVA).	DRH Gao, DRH Mopti, Tilalt Const Entreprise Sylla du NORD, Société Falaise Mali SARL, Entreprise Noni Technologie BTP SARL et Entreprise Ba Sory Togo
Activité 1.2	Mise en place/revitalisation et formation de comité de gestion des points d'eau (50% Femmes).	DRH Gao et Mopti, Tilalt Const Entr. Sylla du NORD, Société Falaise Mali SARL, Entreprise Noni Technologie BTP SARL et Entreprise Ba Sory Togo
Activité 1.3	Achat et distribution d'Aquatab pour le traitement de l'eau de boisson au profit des enfants malnutris.	UNICEF/DRS Gao et DRS Mopti

Résultat 2	16 000 personnes déplacées internes et communautés hôtes des districts sanitaires de Gao, Menaka, Bandiagara, Bankass, Douentza et de Koro sont couvertes par les activités de sensibilisation à l'hygiène et parmi lesquelles 8 000 personnes utilisent des installations d'assainissement de base améliorées.
-------------------	---

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	WS.13 Nombre d'installations sanitaires améliorées construites ou réhabilitées dans les CSCom. (Blocs de latrines améliorées dans les écoles et centres de santé)	16	12	Rapports techniques d'activités Rapports de supervision
Indicateur 2.2	WS.17 Nombre de personnes (désagrégées par sexe-accompagnants) recevant des messages EHA/hygiène. (4 156 femmes, 9 178 enfants, et 3 983 hommes)	16 000	17 317	Rapports techniques d'activités
Indicateur 2.3	WS.16b Nombre de kits EHA/hygiène distribués.	8 000	3 836	Rapports de distribution
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>UNICEF et ses partenaires ont construit 12 latrines améliorées dans les régions ciblées par le projet. Pendant la mise en œuvre, le besoin en assainissement s'est avéré crucial sur les sites de PDI de Badiagara et Douentza, nécessitant une action immédiate pour mettre fin à la défécation en plein air. Ainsi, les fonds destinés à quatre latrines améliorées ont été utilisés pour construire 48 latrines complexes d'urgence (latrines et douches) au profit des familles déplacées contribuant ainsi à la prévention de la malnutrition dans ces sites de PDI.</p> <p>Les sensibilisations à l'hygiène a atteint un nombre plus élevé de personnes (17 317 par rapport à la cible initiale de 16 000), car elles n'étaient pas limitées aux familles d'enfants malnutris ayant reçu un kit « WASH in Nut ». Elles ont été étendues à toutes les mères de famille passées par le centre de santé communautaire et/ou par mes zones ayant bénéficié de l'accès à l'eau potable. De plus, 15 personnes ont été formées pour promouvoir l'hygiène, les pratiques essentielles familiales et ont animé tout au long du projet des sessions de discussion et de sensibilisation avec les mères d'enfants malnutris ou leurs accompagnants.</p> <p>La forte demande en eau potable et assainissement couplée à l'augmentation significative du coût des kits « WASH in Nut » a entraîné une révision stratégique des priorités vers des interventions plus durables et impactantes,</p>			

	telles que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et la construction de latrines. La distribution de kits « WASH in Nut » a donc bénéficié à 3 836 enfants (1 956 filles et 1 880 garçons) sévèrement malnutris contre une cible planifiée de 8 000 enfants. Des fonds initialement prévus pour l'achat de kits « WASH in Nut » ont été utilisés pour la réalisation des deux forages supplémentaires (résultat 1).	
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Construction de 16 blocs de latrines améliorées et sensibles au genre au profit d'environ 8 000 personnes.	DRACPN Gao, DRACPN Mopti, DRACPN Ménaka, IMADEL
Activité 2.2	Achat et distribution de 8 000 kits EHA au profit des ménages ayant un enfant malnutris.	DRS Gao, DRS Mopti, DRS Ménaka
Activité 2.3	Sensibilisation et promotion à l'hygiène au profit d'environ 18 000 personnes, y compris dans les écoles et centres de santé.	DRS Gao, DRS Mopti, DRS Ménaka, IMADEL

Résultat 3	Les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère y compris des personnes déplacées internes (PDI) ont un accès accru aux services de dépistage précoce, de référencement et de prise en charge intégrée de qualité de la malnutrition aiguë.			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	N.3a Nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë sévère admises dans un programme d'alimentation thérapeutique.	15 000	15 105	DHIS2
Indicateur 3.2	N.3b Pourcentage de personnes admises pour un traitement MAS, et qui se sont rétablies.	90	94	DHIS2
Indicateur 3.3	N.4 Nombre de personnes dépistées pour malnutrition aiguë.	155 512	185 056	Rapport de campagne de dépistage
Indicateur 3.4	Nombre d'analyse IPC malnutrition aiguë réalisé.	1	1	Rapport de IPC
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>D'une manière générale, des résultats satisfaisants ont été obtenus lors de la mise en œuvre du projet. Tous les indicateurs ont dépassé les attentes en matière d'enfants dépistés et de taux de guérison. Ces résultats proviennent de la campagne SIAN (Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition) qui a permis de dépister la quasi-totalité des enfants de 6 à 59 mois dans les zones couvertes par le projet. Les activités de suivi/supervision/coaching dans le cadre du renforcement des capacités des agents de santé communautaires et les prestataires de santé sur la PCIMA ont conduit à des résultats satisfaisants, justifiant ainsi le bon taux de guérison.</p> <p>L'UNICEF a supervisé la mise en œuvre de la PCIMA dans tous les centres de santé en fournissant des intrants nutritionnels qui ont renforcé les capacités des prestataires de soins dans les structures sanitaires et au niveau communautaire pour faciliter l'accès aux soins et améliorer la couverture. Des</p>			

		équipes mobiles ont également été déployées dans les zones d'accès difficile de Gao et Ménaka.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Appui à la mise en œuvre de la PCIMA y compris les approches simplifiées en stratégie fixe et mobile.	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)
Activité 3.2	Suivi des activités, supervision et coaching des prestataires de santé et agents de santé communautaire.	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)
Activité 3.3	Appui aux campagnes de dépistage actif de l'émaciation à travers les plateformes communautaires ou couplée à la Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition (SIAN) et à la CPS.	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)
Activité 3.4	Appui à l'analyse IPC de la malnutrition aigüe.	UNICEF et SDN

Résultat 4	Les structures de santé et les communautés ont la capacité de fournir les services préventifs et curatifs de lutte contre la malnutrition aigüe en situation d'urgence dans un environnement protecteur contre les VBG, en particulier pour les femmes et les filles			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 4.1	Nombre de districts sanitaires appuyés ayant connu de rupture en ATPE	0	0	Registres PCIMA
Indicateur 4.2	N.6 Nombre de personnes bénéficiant de formations et/ou de sessions de sensibilisation communautaire sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence.	156 857	160 941	Registres GSAN et Relai
Indicateur 4.3	Nombre des mères et de gardiennes d'enfants de moins de cinq ans orientées, équipées en ruban de Périmètre Brachial et qui dépistent l'émaciation dans leurs familles.	2 500	2 594	Registres GSAN
Indicateur 4.4	CC.1 Nombre de travailleurs humanitaires de première ligne (ex: le personnel des partenaires) qui ont reçu une courte formation de recyclage pour soutenir la mise en œuvre du programme. (Nombre d'agents de santé et Agent de Santé Communautaire (ASC) formés sur le protocole PCIMA simplifié/PSEA.	50	50	Rapports de formation

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>UNICEF a assuré l'approvisionnement continu des centres de santé en intrants pour la prise en charge des cas de malnutrition aigüe sévère, à travers la mise à disposition de 15 000 cartons de RUTF, 300 cartons de F100, 400 cartons de F75, 4 000 cartons d'amoxicilline 250mg (dont 2 000 sous forme sirop 125mg).</p> <p>Les GSAN, ainsi que les relais, ont saisi l'opportunité des regroupements de femmes (formation sur le dépistage, séances de démonstration nutritionnelle, séance d'IEC) pour effectuer la sensibilisation des gardiennes d'enfants sur l'ANJE-U. Cela explique le léger dépassement de la cible (160 941 atteints contre 156 857 prévus), du fait de l'engouement autour de ces activités. 2 594 gardiens d'enfants de 6 à 59 mois ont été formés à la détection précoce de la malnutrition aigüe (dépistage) avec la bande de Shakir et le référencement des cas vers les structures de prise en charge. En outre, 22 groupes de soutien aux activités de nutrition ont été mis en place et équipés pour être immédiatement opérationnels et assurer la sensibilisation au niveau communautaire sur les bonnes pratiques de l'ANJE.</p> <p>Au total, 50 agents de santé ont été formés sur le protocole révisé pour la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les zones de couvertures du projet. Les modules de formation PSEA étaient également inclus dans lesdites formations des agents de santé.</p>	
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Approvisionnement et distribution d'intrants nutritionnels (ATPE, Laits thérapeutiques F100 et F75, médicaments essentiels et matériels anthropométriques).	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)
Activité 4.2	Sensibilisation des gardiens d'enfants sur les pratiques familiales essentielle et soutien aux autres activités d'ANJE-U.	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)
Activité 4.3	Appui à l'orientation des mères et gardiennes d'enfants sur le dépistage de l'émaciation au PB dans leurs familles.	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)
Activité 4.4	Formation PSEA des travailleurs humanitaires directement impliqués dans la mise en œuvre du projet. Formation des agents de santé et agents de santé communautaire sur le protocole simplifié en situation d'urgence.	DRS de Gao et Ménaka ; ATDED (DS de Gao et Ansongo) ; CREDEL (DS de Bourem et Almoustrat)

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁶ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes

⁶ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁷ :

Dans le secteur de la nutrition et de l'EHA, lors de la planification et de la mise en œuvre du projet, l'UNICEF et ses partenaires ont veillé à assurer une participation égale des femmes et des hommes dans les différentes activités, notamment la promotion de l'hygiène, la sélection des sites pour les installations sanitaires et les points d'eau, les dialogues communautaires pour la protection et les sensibilisations aux bonnes pratiques nutritionnelles et sanitaires pour les enfants. De plus les autorités et les leaders communautaires ont joué un rôle crucial dans l'identification des sites pour la réalisation des forages d'eau. Il convient de noter qu'une collaboration étroite a été établie avec les ONGs locales afin de renforcer les capacités de résilience dans les zones de conflit confrontées à des crises multidimensionnelles.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Dans tous les domaines d'intervention, UNICEF et ses partenaires de mise en œuvre ont partagé avec les communautés les informations clés sur le projet et les services de prise en charge et de prévention de la malnutrition. L'utilisation des infrastructures d'eau potable, des toilettes et la pratique du lavage des mains ont été promues comme facteurs essentiels d'hygiène dans la préparation des aliments des enfants malnutris à travers les discussions de groupes avec les accompagnants lors des visites dans les centres de santé. Par ailleurs, les cadres de concertation, séances de mobilisation communautaires et les activités de suivi ont représenté des opportunités pour recueillir des retours des communautés. Ces cadres d'échange ont permis de constater que les bénéficiaires ont fortement apprécié ce projet qui a répondu à leurs besoins immédiats.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

L'UNICEF exige que tous ses partenaires réalisent une évaluation en matière de PSEA et élaborent un plan d'action pour garantir l'amélioration des pratiques et l'alignement avec la politique de tolérance zéro de l'agence. Tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ont été sélectionnés sur cette base. Aucun cas de PSEA n'a été signalé sur le terrain pendant toute la durée du projet.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Dans le secteur EHA, le projet a été exécuté en accordant une attention particulière au genre lors de la mise en place des comités de gestion de point d'eau et de l'assainissement. Une représentation équilibrée a donc été garantie pour assurer une gestion efficace des infrastructures et des décisions futures concernant ces installations. De plus, les latrines et douches construites ont été organisées par genre (femme/homme) afin de garantir la dignité et la sécurité des femmes et jeunes filles adolescentes. Aucun cas de stigmatisation, de discrimination basée sur la race, le sexe ou la classe sociale n'a été signalé pendant le projet, qui visait à soutenir les groupes les plus vulnérables dans les zones les plus touchées par les crises.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Dans le domaine de l'EHA, toutes les installations sanitaires des centres de santé ont été construites en tenant compte des personnes vivant avec un handicap. Les latrines sont équipées de rampes d'accès et les ouvrages hydrauliques sont situés à proximité des utilisateurs, facilement accessibles à toutes les personnes vulnérables. Dans le secteur de la nutrition, les activités ont touché toutes les couches de la population, avec une répartition équitable des services et des biens bénéficiant à 44 026 personnes en situation d'handicap.

f. Protection :

La protection a été intégrée à ce projet de manière transversale. Les infrastructures EHA construites en collaboration avec les leaders communautaires et les autorités locales ont été situées à proximité des communautés et facile d'accès pour les personnes vulnérables. De plus, les latrines et douches construites ont été séparées par genre (femme/homme) pour garantir la dignité et la sécurité des femmes et des jeunes filles adolescentes.

⁷ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

g. Éducation :

N/A

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
No	No	N/A

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisée, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Ce projet n'avait pas prévu de transfert monétaire. En accord avec le CERF, les activités WASH étaient principalement axées sur l'accès durable à l'eau, l'assainissement et l'hygiène grâce à l'achat et à la distribution de kits « WASH in Nut » pour mieux répondre aux causes sous-jacentes de la malnutrition.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Plus de 8 000 enfants déplacés internes en situation d'urgence humanitaire à Gao	https://www.unicef.org/mali/recits/plus-de-8-000-enfants-deplaces-internes-en-situation-durgence-humanitaire-a-gao
Près d'un million d'enfants au Mali risquent de souffrir de malnutrition aiguë d'ici la fin de l'année 2023 – UNICEF et PAM	https://www.unicef.org/mali/communiqu%C3%A9s-de-presse/pr%C3%A8s-dun-million-denfants-au-mali-riquent-de-souffrir-de-malnutrition-aigu%C3%AB

3.3 Rapport du projet 23-RR-WFP-021

1. Information sur le projet			
Agence :	WFP	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire Nutrition	Code du projet :	23-RR-WFP-021
Titre du projet :	Assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence dans les régions du centre et du nord du Mali		
Date de début :	05/06/2023	Date de fin :	04/12/2023
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 192 856 096
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		US\$ 93 546 313
	Montant reçu du CERF :		US\$ 3 000 000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 399,541
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
	Partenaires ONG internationale		US\$ 22,052
	Partenaires ONG nationale		US\$ 377,489
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à ce financement CERF, le PAM a fourni une assistance alimentaire sous forme de coupons à un total de 52 663 personnes (49% hommes et 51% femmes). Le PAM a également assisté 21 294 personnes déplacées à travers des transferts monétaires mensuels (17 447 IDPs couvrant la période 1-6 mois et 3 847 IDPs pour la période 7-12 mois) pendant quatre mois. La valeur totale des transferts pour les personnes déplacées a été de US\$ 1 010 544,14 (US\$ 0.53/ personne/ jour et US\$ 0.32/personne/jour pour les personnes déplacées 1-6 mois et 7-12 mois, respectivement). Le PAM a également soutenu 31 369 personnes hôtes vulnérables affectées par une insécurité alimentaire croissante à travers des transferts mensuels. Ceci comprend 28 588 personnes en IPC 3 pendant 2 mois (avec demi-ration) et 2 781 personnes en IPC 4 (pendant 4 mois avec ration complète). A ce titre, la valeur totale des transferts a été de US\$ 401 596.97 (US\$ 0,27/ personne/ jour et US\$ 0.53/ personne/ jour respectivement).

Dans le cadre du programme de traitement et prévention de la MAM, 37 800 enfants de moins de 5 ans et 264 622 femmes ont reçu un appui nutritionnel et des services complémentaires dans les régions de Gao, Mopti et Ménaka. De plus, 302 422 personnes ont été exposées aux messages de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière de nutrition. Les résultats du PDM de décembre 2023 ont ainsi montré une légère amélioration de la diversité alimentaire chez les femmes (34% en 2023 comparé à 23% en 2022) pendant la période de soudure. Chez les enfants de 6-23 mois, le régime alimentaire minimal acceptable est de 10% en 2023 comparé à 6% pendant la période de soudure en 2022.

Dans le cadre des activités de prévention sur les sites de distribution, 12 000 enfants de 6-23 mois ont été assistés avec 12 Mt de Plumpy Doz pendant 10 jours (au lieu de 42 jours initialement prévus) et 30 000 femmes enceintes et allaitantes (FEFA) ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle dans les régions de Gao, Mopti et Ménaka, à travers les transferts de coupons électroniques (e-vouchers). Le PAM a travaillé en étroite collaboration avec l'UNICEF, qui assure la prise en charge des cas de malnutrition aiguë sévère en ambulatoire ou avec complications dans les centres. Cette synergie d'action et ce partenariat renforcé a également contribué à améliorer l'état nutritionnel des enfants et FEFA.

3. Modifications

En ce qui concerne l'assistance alimentaire d'urgence, un ajustement opérationnel a été nécessaire concernant les populations hôtes (en IPC 3) qui ont été assistées pendant 2 mois au lieu de 4 mois initialement prévus. Compte tenu de besoins accrus, le PAM a dû donner la priorité aux personnes déplacées en IPC 4, d'où l'augmentation de la valeur du transfert et du nombre de bénéficiaires pour cette catégorie.

Pour la nutrition, l'allocation en nature devait servir à acheter 50 MT de Super Cereal Plus afin de toucher 12,000 enfants de 6-23 mois. Néanmoins, le PAM n'a pu acheter que 12 Mt de Plumpy Doz, à cause d'une augmentation significative et imprévue du coût de ces denrées au niveau mondial. Le tonnage acheté étant plus bas, le PAM a été contraint d'effectuer une modification opérationnelle, en réduisant la durée de l'assistance à 10 jours contre 42 jours initialement prévus. Toutefois, les changements dans le tonnage et les denrées acquises, n'a pas eu d'impact sur le nombre de bénéficiaires ciblés. Cette allocation a permis de mobiliser des ressources complémentaires de la part d'autres donateurs, afin de pouvoir viser le même impact nutritionnel du projet, soulignant ainsi l'aspect catalytique du CERF.

Dans l'ensemble, l'insécurité dans les zones de Bankass et Koro demeure un défi. Cependant les équipes du PAM ont fourni des efforts pour garantir l'accès et la poursuite de l'assistance aux bénéficiaires malgré quelques retards accusés dans le ciblage des bénéficiaires.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	83 568	0	6 552	6 048	96 168	79 381	0	5 891	5 443	90 715
Communautés d'accueil	194 991	0	15 288	14 112	224 391	185 241	0	13 759	12 701	211 701
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	278 559	0	21 840	20 160	320 559	264 622	0	19 650	18 144	302 416
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	13 928	0	1 092	1 008	16 028	13 649	0	1 070	988	15 707

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	8 846	8 500	0	0	17 346	10 860	10 434	0	0	21 294
Communautés d'accueil	15 713	15 096	0	0	30 809	15 998	15 371	0	0	31 369
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	24 559	23 596	0	0	48 155	26 858	25 805	0	0	52 663

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Personnes handicapées (PwD) sur le total

1 376	1 321	0	0	2 697	1 611	1 548	0	0	3 159
-------	-------	---	---	--------------	-------	-------	---	---	--------------

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Un total de 302 422 bénéficiaires a été exposé aux messages de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière de nutrition.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet Les ménages en situation d'insécurité alimentaire affectés par le conflit, y compris les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

Résultat 1 Les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire reçoivent des transferts inconditionnels afin de satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur (personnes déplacées internes)	17,346	21,294	Liste SCOPE / rapports CP
Indicateur 1.2	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD (personnes déplacées internes)	663,484	1 010 544	Rapports CP
Indicateur 1.3	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur (famille d'accueils/autres personnes vulnérables)	30,809	31,369	Liste SCOPE / Rapports CP
Indicateur 1.4	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD famille d'accueils/autres personnes vulnérable	748,659	401 596	Rapports CP
Indicateur 1.5	Indice de stratégie d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	< 5 %	3.5	Rapports DPM
Indicateur 1.6	FS.5a Pourcentage des bénéficiaires avec un Score de Consommation Alimentaire acceptable	80	67.1	Rapports PDM

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Concernant les indicateurs 1.1., 1.2, 1.3 et 1.4, un ajustement opérationnel a été nécessaire pour les populations hôtes (en IPC 3) qui ont été assistées pendant 2 mois au lieu des 4 mois initialement prévus. En effet, le PAM a dû donner la priorité aux personnes déplacées (en IPC 4), d'où l'augmentation de la valeur du transfert et du nombre de bénéficiaires pour cette catégorie au détriment des populations hôtes. L'indicateur 1.5 signale un indice de stratégie d'adaptation inférieur (3.5) et donc favorable par rapport à la valeur cible (5) qui souligne que grâce à l'assistance alimentaire d'urgence fournie, les

		bénéficiaires ont eu moins besoin de recourir à des stratégies d'adaptation négatives telles que la vente d'actifs. En ce qui concerne l'indicateur 1.5, la baisse du FCS par rapport à la cible peut être liée à des retards dans les distributions dans certaines régions en raison des difficultés d'accès dues à l'insécurité. Il convient toutefois de noter que ce score était de 61.9% lors du PDM de juillet 2023, ce qui indique une nette amélioration entre juillet et décembre 2023.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Fourniture d'un programme intégré d'assistance alimentaire aux hommes, femmes, garçons et filles vulnérables touchés par la crise, sur la base d'une évaluation des besoins, et veiller à l'adoption de mesures de préparation afin d'assurer une riposte rapide, efficace, efficiente et conforme à la stratégie nationale de protection sociale	Le PAM a travaillé avec des partenaires locaux y compris les ONG, fournisseurs de produits et les services techniques de l'état. La modalité de distribution retenue était le coupon électronique.
Activité 1.2	Fournir une assistance d'urgence complémentaire avec les autres acteurs du relèvement précoce (notamment la FAO) afin de couvrir les besoins immédiats des ménages déplacés et résidents vulnérables	Le PAM a travaillé avec des partenaires locaux y compris les ONG, fournisseurs de produits et les services techniques de l'état. La modalité de distribution retenue était le coupon électronique.
Activité 1.3	Couvrir les besoins immédiats des personnes déplacées en coordination avec les acteurs RRM et le gouvernement dans les zones affectées	Sous le leadership du cluster sécurité alimentaire, le PAM a étroitement travaillé avec les autres ONG actives dans le cadre du RRM.

Résultat 2 Les femmes, garçons et filles touchés par la crise reçoivent un programme intégré d'interventions nutritionnelles associant des activités de prévention sur la base d'une évaluation des besoins.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	N.2a Nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée inscrites à un programme d'alimentation complémentaire (prévention et traitement de la MAM). (Nombre d'enfants 6-23 mois et enfants de 6-59 mois ayant reçu des suppléments nutritionnels pour la prévention et le traitement de la malnutrition)	42,000	37 800	Rapports CPs
Indicateur 2.2	N.2a Nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée inscrites à un programme d'alimentation complémentaire. (Nombre de femmes enceintes et allaitantes ayant reçu des suppléments nutritionnels pour la prévention et le traitement de la malnutrition)	42,000	42,000	Rapports CPs

Indicateur 2.3	FN.1b Quantité d'aide alimentaire distribuée en tonne métriques. (SuperCereal, Plumpy Sup)	220	182.6	Rapports PAM
Indicateur 2.4	Cash.5b Valeur totale des bons conditionnels distribués en USD. (pour la prévention de la malnutrition distribuée)	408,633	408,633	Rapports PAM
Indicateur 2.5	Cash.5a Nombre de personnes bénéficiant de transferts de bons conditionnels.	30,000	30,000	Rapports PAM
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Sur plan opérationnel, quelques contraintes liées à l'acheminement des produits dans certains localités (Gao, Ménaka) et le corridor Lomé -Bamako via Burkina Faso ont été observées. Cela a retardé l'assistance nutritionnelle pendant la soudure, d'où la légère variation de la valeur atteinte de l'indicateur 2.1. La légère différence de l'indicateur 2.3 est due au fait que l'allocation <i>in-kind</i> devait servir à acheter 50 MT de Super Cereal Plus (pour toucher 12,000 enfants 6-23 mois). Cependant le PAM n'a pu acheter que 12 Mt de Plumpy Doz, à cause de l'importante différence de prix entre les deux denrées. Au total le PAM a acheté 90MT de Plumpy Sup + 80MT de Super Cereal + 12MT de Plumpy doz, équivalent à un total de 182.6 MT (au lieu de 220MT initialement prévu).		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Fourniture des services de nutrition préventive et curative aux enfants de 6 à 23 mois, enfants 6-59 mois et aux femmes enceintes et allaitantes vivant au sein des ménages affectés par le conflit	Le PAM a initié des accords avec les partenaires coopérant pour la réalisation de cette activité.		
Activité 2.2	Dépistage des enfants et femmes ainsi que le référencement des cas de malnutrition vers les centres de santé communautaires	Le PAM a initié des accords avec les partenaires coopérant pour la réalisation de cette activité.		
Activité 2.3	Achat des produits pour l'appui nutritionnel	Le PAM a acheté 90 Mt de <i>Plumpy Sup</i> , 80 Mt de <i>CSB+</i> et 12.6 Mt de <i>Plumpy Doz</i>		
Activité 2.4	Mise en place des séances de sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles et ANJE-Urgence	Le PAM a initié des accords avec les partenaires coopérants pour la réalisation de cette activité.		

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁸ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

⁸ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁹ :

A travers les mécanismes de retour d'information et les consultations, le PAM a facilité la participation des bénéficiaires en considérant leurs opinions de la conception à la mise en œuvre et l'évaluation des programmes. Les retours des bénéficiaires ont été sollicités à chaque étape via des comités élus et des stratégies de communication communautaire. De plus, des sensibilisations, notamment par radios locales ont été menées. Les retours reçus ont aidé à prioriser les personnes vulnérables et éviter l'exclusion. Les exemples de ce retour d'information comprennent des préoccupations concernant la distance à parcourir à pied jusqu'au site de distribution, les horaires plus pratiques pour la distribution ou la notification de l'indisponibilité de certains produits alimentaires sur le marché. Par conséquent, des mesures de protection et d'accessibilité ont été intégrées dans la planification des distributions.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Grâce au mécanisme de plainte et de retour d'information « Numéro vert », le PAM a permis aux bénéficiaires et aux non-bénéficiaires d'exprimer leurs opinions et préoccupations en lien avec le projet, renforçant ainsi leur engagement avec les interventions. Pendant la mise en œuvre du projet, la plupart des appels (97%) au CFM ont été traités pour résoudre les plaintes tout en garantissant la confidentialité des données des bénéficiaires. L'analyse de la répartition des appels révèle que les 64 plaintes et demandes d'information non sensibles donnent un aperçu des lacunes dans la prestation des services et 312 commentaires positifs mettent en évidence les succès. Les 44 demandes d'assistance mettent en évidence des besoins permanents et les 3 % restants de cas non résolus sont en cours de traitement. Le PAM a promu le Numéro vert lors de toutes les distributions pour sensibiliser les communautés à son utilisation et à sa confidentialité. Des comités de plainte communautaires ont été mis en place pour gérer les plaintes localement, impliquant directement 5 à 10 membres dans la collecte et le traitement des plaintes de manière confidentielle. En parallèle, un système de feedback sentinelle a été utilisé pour recueillir les impressions des bénéficiaires sur les opérations du PAM.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Le PAM applique une politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels (SEA). De plus, le PAM veille à créer un environnement qui empêche ces abus, en sensibilisant ses employés et ses partenaires systématiquement. Toute plainte liée à la PSEA est signalée directement au Bureau des Inspections et des Enquêtes du PAM. Par ailleurs, au Mali, le PAM a désigné un responsable de la PSEA qui forme le personnel du PAM à la prévention de ces abus et prend les mesures appropriées en cas d'incident, y compris avec les partenaires. Le signalement de la SEA est encouragé dans les communautés affectées, notamment par le biais des CFM existants. Pendant la mise en œuvre de ce projet, aucun cas n'a été signalé.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Cette activité de réponse aux crises a pleinement pris en compte le genre. L'analyse de genre a été réalisée dans l'évaluation des besoins permettant de s'assurer que les inégalités dans les vulnérabilités soient prises en compte de la conception à la planification et au suivi du programme. De plus, le genre a été intégré dans les évaluations, le ciblage et le choix de la modalité de transfert. Par ailleurs, le PAM a veillé à ce qu'il n'y ait aucune discrimination entre les hommes et les femmes en offrant des chances égales de leadership, de gestion et de participation significative à toutes les étapes des activités. Enfin, tous les indicateurs permettant de mesurer les réalisations et les résultats ont été ventilés par genre.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Au cours du projet, le PAM a pu toucher 18 866 personnes en situation de handicap à travers les activités d'assistance alimentaire et nutritionnelle. Les données de décembre 2023 montrent que la quasi-totalité des personnes interrogées n'ont signalé aucun problème de sécurité lié à leur engagement dans les programmes du PAM. Ceci constitue une légère amélioration par rapport aux données de 2022, lorsqu'un nombre très faible de participants avait fait état de certains problèmes de sécurité. De plus, aucun obstacle lié à la fourniture de l'accès à l'aide alimentaire et nutritionnelle n'a été constaté. Ces tendances encourageantes sont le résultat d'importants efforts d'accès

⁹ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

entrepris par le PAM et ses partenaires pour systématiquement mettre en œuvre les mesures d'atténuation nécessaires dans un contexte opérationnel très volatile.

f. Protection :

Le PAM est membre actif du Cluster National de Protection et participe activement aux réunions des clusters régionaux et du sous cluster VBG au niveau national et régional. Dans le cadre de ses opérations, le PAM a réalisé des sensibilisations à l'endroit des communautés bénéficiaires et non bénéficiaires, a partagé les informations sur les risques des violences basées sur le genre et les mesures de prévention. Une attention particulière a été accordée à la dissémination des informations de la cartographie des services de prise en charge développée par le sous cluster VBG. De même, les capacités des partenaires coopérants pour la prévention des VBG et des risques de protection ont été renforcées en veillant également à la prise en compte de ces aspects dans les clauses des contrats liant le PAM et ses partenaires coopérants.

g. Éducation :

N/A

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	82 663

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Cette assistance a concerné les coupons alimentaires limités à la nourriture qui ont permis aux bénéficiaires de couvrir leurs besoins alimentaires immédiats. De plus, les transferts monétaires réalisés dans le cadre de la nutrition ont contribué à la prévention de la malnutrition et du recours à des mécanismes de survie négatifs dans les zones ciblées.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Nutrition	30,000	408 633	Nutrition - Nutrition	Avec restriction
Assistance Alimentaire Activité 1.1	21 294	1 010 544	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Avec restriction
Assistance Alimentaire Activité 1.2	31 369	401 596	Sélectionnez un élément dans le menu déroulant	Avec restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
<p>Au #Mali, avec le soutien de @UNCERF, des milliers de personnes vulnérables, y compris celles en situation de handicap, ont accès à une aide alimentaire et nutritionnelle 🍲🍷 d'urgence. 🌟 C'est pour ces communautés que nous nous battons afin qu'elles dorment pas le ventre vide. 🙌</p>	<p>https://twitter.com/wfp_mali/status/1678815932334866448?s=46&t=N24g1uMq4YIKXRXeFBL-aQ https://www.facebook.com/100064774416253/posts/pfbid07a1oHLsLzWiGa7XNcPQVr8Po1KUJhQSPyHiir4Q4SrhEJoYpe22T2TJNSeG1Dkm7l/?mibextid=cr9u03</p>
<p>Grâce à l'appui de @UNCERF, dans le cadre de l'assistance alimentaire & nutritionnelle de @WFP_Mali</p> <ul style="list-style-type: none"> ✅ 180 acteurs locaux ont été formés sur les techniques de ciblage ✅ 12,100 #PDI assistées à Ségou, Mopti, Gao & Tombouctou ✅ 📢 Messages de sensibilisation diffusés. 	<p>https://twitter.com/wfp_mali/status/1685978932024102913?s=46&t=N24g1uMq4YIKXRXeFBL-aQ https://www.facebook.com/100064774416253/posts/pfbid02Exi7XE2F7N1dnsMo5nMKQthLCK9zvvCQWGB7yZBnJkvKqBf9CYHxAqRXWi32N95l/?mibextid=cr9u03</p>
<p>#MaliML #Menaka - En juin & juillet 2023, (3460) personnes, dont 18 354 personnes déplacées (#PDI) ont reçu l'assistance alimentaire & nutritionnelle 🍲🍷 de @WFP_Mali & de ses partenaires pour soutenir les communautés les + touchées par l'insécurité alimentaire à #Menaka</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1689993172737196032?s=20 https://www.facebook.com/share/p/Fk7CmFoLdn8S5d2/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>#Mali ML @WFP_Mali & ses partenaires apportent une assistance alimentaire d'urgence à (776) ménages vulnérables de #Tombouctou, soit + de (2200) personnes. Ils ont reçu (1883) tonnes 🍲🍷 de vivres pour soutenir leurs besoins alimentaires immédiats. #ParlonsHumanitaire</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1711765231729311932?s=20 https://www.facebook.com/share/p/17mK2S9yv2ZoCGSU/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>#Mali ML En partenariat avec le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant & de la Famille, et le Commissariat à la sécurité alimentaire, @WFP_Mali a remis + de 3 tonnes de vivres 🍲🍷 à (300) jeunes filles déplacées internes pour couvrir les besoins pendant un mois.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1716397980905767116?s=20 https://www.facebook.com/share/p/RkpyFA6XHrqaRgo/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>LeSaviezVous ? Les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant 🧒 est 1e période cruciale allant de la conception à l'âge de 2 ans. 🌟 À travers son assistance nutritionnelle, @WFP_Mali veille à ce que les besoins en nutriments 🍲🍷 de milliers d'enfants au #Mali soient satisfaits.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1716864728230953134?s=20</p>
<p>#Mali ML Pour préserver l'état nutritionnel des groupes les plus à risque & prévenir la malnutrition, @WFP_Mali soutient 🍲🍷 environ (300) femmes enceintes 🤰 & allaitantes 🧒 affectées par l'insécurité alimentaire, à Nossombougou & Niono, régions respectives de Koulikoro & Ségou.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1720470337450623351?s=20 https://www.facebook.com/share/p/c7yfkXjv535rRZi/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>#MaliML + de 3710 ménages déplacés internes, soit 22 260 #PDI assistées dans les régions de #Koutiala, #San & #Ségou. @WFP_Mali & ses partenaires leur ont remis près de 8 tonnes de 🍲🍷 céréales, légumineuses 🍲 & huile pour couvrir leurs besoins alimentaires pendant 1 mois.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1728064700548878625?s=20 https://www.facebook.com/share/p/ha5QDUojen9m8x2H/?mibextid=WC7FNe</p>

ANNEXE: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$
23-RR-WFP-021	Food Assistance	WFP	NNGO	\$52,644
23-RR-WFP-021	Nutrition	WFP	NNGO	\$27,103
23-RR-WFP-021	Nutrition	WFP	NNGO	\$5,295
23-RR-WFP-021	Food Assistance	WFP	NNGO	\$12,774
23-RR-WFP-021	Food Assistance	WFP	NNGO	\$47,034
23-RR-WFP-021	Nutrition	WFP	NNGO	\$54,878
23-RR-WFP-021	Nutrition	WFP	NNGO	\$70,257
23-RR-WFP-021	Food Assistance	WFP	NNGO	\$107,503
23-RR-WFP-021	Food Assistance	WFP	INGO	\$22,052
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$36,277
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	NNGO	\$26,451
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$108,751
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$39,933
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$267,464
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$35,129
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$21,073
23-RR-CEF-026	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$16,310
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	GOV	\$24,119
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	GOV	\$26,488
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	GOV	\$3,310
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	GOV	\$27,565
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	INGO	\$5,000
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	INGO	\$110,672
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	NNGO	\$101,565
23-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	NNGO	\$64,161
23-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$45,136
23-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$24,941
23-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	RedC	\$28,248
23-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$53,826
23-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$50,902